

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants des résultats financiers de juillet 1999

Excédent budgétaire de 0,8 milliard de dollars en juillet 1999

Un excédent budgétaire de 0,8 milliard de dollars a été réalisé en juillet 1999, soit une baisse de 0,5 milliard par rapport à l'excédent de 1,3 milliard enregistré en juillet 1998. La baisse de l'excédent d'une année sur l'autre est attribuable en majeure partie à un fléchissement de 0,4 milliard des recettes budgétaires.

Au nombre des principales composantes des recettes :

- Les recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers ont chuté de 8,2 % surtout en raison du moment où elles ont été déclarées, les sommes perçues ayant été surévaluées pendant les trois mois précédents. De plus, les remboursements relativement à l'année d'imposition 1998 ainsi que les paiements de la Prestation fiscale canadienne pour enfants (PFCE) ont été plus élevés. Les résultats mensuels ont également été atténués par l'effet des mesures d'allégement fiscal annoncées dans le budget de 1999.
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont reculé de 2,7 %, témoignant en partie d'une baisse des bénéfices en 1998.
- Les recettes au titre des cotisations d'assurance-emploi ont baissé de 2,0 %, l'effet sur les recettes globales de la baisse des taux de cotisation (le taux de cotisation de l'employé est de 2,55 \$ par tranche de 100 \$ de gains assurables en 1999, comparativement à 2,70 \$ en 1998) ayant plus que compensé l'augmentation du nombre de personnes occupant un emploi.

- Les recettes nettes de taxe sur les produits et services (TPS) ont augmenté de 14,8 % en raison surtout de la baisse des remboursements, qui ont chuté de 8,9 % d'une année sur l'autre. En revanche, les recettes brutes ont progressé de 2,3 %. Les droits de douane à l'importation ont quant à eux fléchi de 11,2 %, surtout en raison du calendrier des paiements en vertu duquel l'augmentation nette a été surévaluée pendant les trois premiers mois de 1999-2000. Les autres taxes et droits d'accise sont demeurés à peu près les mêmes.
- Les recettes non fiscales ont augmenté de 11,3 %, surtout en raison du moment où les sommes ont été reçues.

Les dépenses de programmes ont progressé de 0,3 % d'une année sur l'autre, les principaux transferts aux personnes ayant connu un recul, et les dépenses de programmes directes ayant pratiquement compensé l'augmentation des principaux transferts aux autres administrations.

- Les principaux transferts aux personnes ont diminué de 0,8 %, la progression des prestations aux personnes âgées ayant été plus que compensée par la baisse des prestations d'assurance-emploi attribuable au nombre moins élevé de chômeurs.
- Les principaux transferts aux autres administrations ont progressé de 3,7 %, ce qui reflète la hausse des droits de péréquation. Tel que l'indiquait le budget de 1999, les droits de péréquation ont été révisés nettement à la hausse par suite de la correction des données historiques, qui indiquaient une croissance économique beaucoup plus forte en Ontario que dans les provinces bénéficiant de la péréquation.



La revue financière

Tableau 1

État sommaire des opérations

	juillet		d'avril à juillet	
	1998	1999	1998-1999	1999-2000
	(en millions de dollars)			
Opérations budgétaires				
Recettes	13 061	12 664	51 760	52 609
Dépenses de programmes	-8 358	-8 384	-32 106	-33 163
Solde de fonctionnement	4 703	4 280	19 654	19 446
Frais de la dette publique	-3 448	-3 506	-13 958	-13 895
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	1 255	774	5 696	5 551
Opérations non budgétaires	-1 153	19	-3 470	-5 381
Besoins ou excédent financier (opérations de change exclues)	102	793	2 226	170
Opérations de change	-2 420	1 305	1 208	535
Solde financier net	-2 318	2 098	3 434	705
Variation nette des emprunts	880	2 458	-8 892	-2 265
Variation nette de l'encaisse	-1 438	4 556	-5 458	-1 560

Remarque : Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins financiers nets.

- Les dépenses de programmes directes ont reculé de 0,3 %, l'augmentation de 7,8 % des subventions et des autres transferts ayant compensé la baisse des paiements aux sociétés d'État et celle des dépenses de fonctionnement et d'immobilisations du gouvernement. L'évolution au chapitre des dépenses de programmes directes est surtout attribuable au calendrier des paiements.

Les frais de la dette publique ont augmenté de 1,7 %, surtout en raison d'une augmentation de l'encours total portant intérêt, le taux d'intérêt moyen étant demeuré le même.

Données cumulées de l'exercice : excédent budgétaire en baisse de 145 millions de dollars

Au cours des quatre premiers mois de l'exercice 1999-2000, l'excédent budgétaire a été estimé à 5,6 milliards de dollars, en baisse de 0,1 milliard par rapport à l'excédent de 5,7 milliards déclaré pour la même période en 1998-1999. Au cours des prochains mois, les mesures d'allégement fiscal

annoncées dans le budget de 1999 et entrées en vigueur le 1^{er} juillet 1999, de même que la hausse de la PFCE annoncée dans le budget de 1998, influenceront sur l'évolution de l'excédent budgétaire d'une année sur l'autre.

Les recettes budgétaires ont progressé de 0,8 milliard de dollars, ou 1,6 %, d'une année sur l'autre. Toutes les principales composantes étaient en hausse, à l'exception des recettes de l'impôt sur le revenu des sociétés.

- Les recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 0,4 milliard de dollars, ou 1,4 %. Cette hausse est attribuable à des montants plus élevés payés à la déclaration relativement à l'année d'imposition 1998, et à l'augmentation des sommes reçues au titre des retenues mensuelles sur le revenu d'emploi, étant donné l'augmentation du nombre de personnes occupant un emploi. Le taux de croissance des retenues mensuelles a cependant ralenti sous l'effet des mesures d'allégement fiscal annoncées dans les budgets de 1998 et de 1999. En outre, les recettes à ce jour ont aussi

Tableau 2

Recettes budgétaires

	juillet		variation (%)	d'avril à juillet		variation (%)
	1998	1999		1998-1999	1999-2000	
	(en millions de dollars)			(en millions de dollars)		
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	6 531	5 998	-8,2	25 517	25 870	1,4
Impôt sur le revenu des sociétés	1 712	1 666	-2,7	6 428	5 959	-7,3
Autres	220	197	-10,5	833	975	17,0
Total des recettes d'impôt sur le revenu	8 463	7 861	-7,1	32 778	32 804	0,1
Cotisations d'assurance-emploi	1 732	1 697	-2,0	7 051	7 063	0,2
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	1 545	1 773	14,8	6 642	7 149	7,6
Droits de douane à l'importation	251	223	-11,2	756	845	11,8
Taxes de vente et d'accise	724	725	0,1	2 843	2 894	1,8
Total des taxes et droits d'accise	2 520	2 721	8,0	10 241	10 888	6,3
Total des recettes fiscales	12 715	12 279	-3,4	50 070	50 755	1,4
Recettes non fiscales	346	385	11,3	1 690	1 854	9,7
Total des recettes budgétaires	13 061	12 664	-3,0	51 760	52 609	1,6

subi le contrecoup des remboursements plus élevés de l'impôt sur le revenu des particuliers, relativement à l'année d'imposition 1998, et de l'augmentation des paiements de PFCE, traduisant des hausses annoncées dans les budgets précédents.

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont reculé de 0,5 milliard de dollars, ou 7,3 %, sous l'effet de la baisse des bénéfices des sociétés constatée en 1998. Même si on estime que les bénéfices ont remonté pendant le premier semestre de 1999, le remboursement des paiements en trop, relativement à l'année d'imposition 1998, et les acomptes provisionnels en fonction des obligations fiscales de 1998 influent à la baisse sur les recettes enregistrées à ce jour en 1999-2000.
- Les recettes au titre des cotisations d'assurance-emploi ont légèrement augmenté, étant donné que la hausse du nombre de personnes occupant un emploi a compensé l'effet de la baisse des taux de cotisation (le taux de cotisation de

l'employé est de 2,55 \$ par tranche de 100 \$ de gains assurables en 1999, par rapport à 2,70 \$ en 1998).

- Les recettes nettes de TPS ont progressé de 0,5 milliard de dollars, ou 7,6 %, tandis que les droits de douane à l'importation augmentaient de 11,8 %. La croissance des recettes au chapitre de ces composantes demeure jusqu'ici assujettie à des questions de calendrier. Les taux de croissance devraient ralentir dans les mois à venir, et ils devraient mieux traduire les taux de croissance des assiettes fiscales respectives. Les droits et les taxes d'accise et de vente ont augmenté de 1,8 %.
- Les recettes non fiscales, soit le rendement des investissements et autres recettes non fiscales, par exemple, les droits et les produits d'opérations de vente, ont été en hausse de 0,2 milliard de dollars, ou 9,7 %. Cette composante des recettes budgétaires est assez volatile en raison du calendrier des sommes reçues.

La revue financière

Tableau 3

Dépenses budgétaires

	juillet		variation (%)	d'avril à juillet		variation (%)
	1998	1999		1998-1999	1999-2000	
	(en millions de dollars)			(en millions de dollars)		
Paiements de transfert						
Particuliers						
Prestations aux aînés	1 929	1 986	3,0	7 497	7 617	1,6
Prestations d'assurance-emploi	873	793	-9,2	3 671	3 584	-2,4
Total	2 802	2 779	-0,8	11 168	11 201	0,3
Autres administrations						
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 042	1 042	0,0	4 167	4 167	0,0
Transferts fiscaux	817	880	7,7	3 132	3 481	11,1
Paiements de remplacement pour programmes permanents	-187	-188	0,5	-747	-750	0,4
Total	1 672	1 734	3,7	6 552	6 898	5,3
Dépenses directes de programmes						
Subventions et autres programmes						
Agriculture	74	18	-75,7	130	96	-26,2
Affaires étrangères	107	127	18,7	370	356	-3,8
Santé	84	47	-44,0	324	309	-4,6
Développement des ressources humaines	73	150	105,5	509	426	-16,3
Affaires indiennes et du Nord	271	278	2,6	1 578	1 670	5,8
Industrie et développement régional	105	136	29,5	343	399	16,3
Anciens combattants	114	117	2,6	453	458	1,1
Autres	185	219	18,4	686	717	4,5
Total	1 013	1 092	7,8	4 393	4 431	0,9
Paiements aux sociétés d'État						
Société Radio-Canada	60	50	-16,7	290	255	-12,1
Société canadienne d'hypothèques et de logement	140	150	7,1	597	595	-0,3
Autres	121	85	-29,8	365	395	8,2
Total	321	285	-11,2	1 252	1 245	-0,6
Dépenses de fonctionnement et dépenses en capital						
Défense	815	801	-1,7	2 698	2 812	4,2
Ensemble des autres dépenses ministérielles	1 735	1 693	-2,4	6 043	6 576	8,8
Total	2 550	2 494	-2,2	8 741	9 388	7,4
Total des dépenses directes de programmes	3 884	3 871	-0,3	14 386	15 064	4,7
Total des dépenses de programmes	8 358	8 384	0,3	32 106	33 163	3,3
Frais de la dette publique	3 448	3 506	1,7	13 958	13 895	-0,5
Total des dépenses budgétaires	11 806	11 890	0,7	46 064	47 058	2,2
Poste pour mémoire :						
total des transferts	5 487	5 605	2,2	22 113	22 530	1,9

La revue financière

Tableau 4

Solde budgétaire et besoins ou excédent financiers

	juillet		d'avril à juillet	
	1998	1999	1998-1999	1999-2000
	(en millions de dollars)			
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	1 255	774	5 696	5 551
Prêts, placements et avances				
Sociétés d'État	392	27	547	-110
Autres	30	-53	19	357
Total	422	-26	566	247
Comptes à fins déterminées				
Compte du Régime de pensions du Canada	-514	-472	484	-202
Comptes de pension de retraite	261	382	1 228	1 445
Autres	-13	-18	-57	-125
Total	-266	-108	1 655	1 118
Autres opérations	-1 309	153	-5 691	-6 746
Total des opérations non budgétaires	-1 153	19	-3 470	-5 381
Besoins ou excédent financiers (opérations de change exclues)	102	793	2 226	170
Opérations de change	-2 420	1 305	1 208	535
Solde financier net	-2 318	2 098	3 434	705

Tableau 5

Solde financier net et emprunts nets

	juillet		d'avril à juillet	
	1997	1998	1997-1998	1998-1999
	(en millions de dollars)			
Solde financier net	-2 318	2 098	3 434	705
Augmentation (+) ou diminution (-) nette des emprunts				
Payables en dollars canadiens				
Obligations négociables	—	—	10 223	10 287
Obligations d'épargne du Canada	-283	222	-1 821	-954
Bons du Trésor	-3 100	3 150	-20 700	-9 200
Autres	515	247	1 571	1 246
Total partiel	-2 868	3 619	-10 727	1 379
Moins dette non échue détenue par le gouvernement	94	-68	365	105
Total	-2 774	3 551	-10 362	1 484
Payables en devises				
Obligations négociables	3 494	—	3 494	—
Billets et prêts	—	—	—	—
Bons du Canada	252	-867	-1 151	-3 523
Billets du Canada	-92	-226	-873	-226
Total	3 654	-1 093	1 470	-3 749
Variation nette des emprunts	880	2 458	-8 892	-2 265
Variation de l'encaisse	-1 438	4 556	-5 458	-1 560

La revue financière

Les dépenses de programmes ont augmenté de 1,1 milliard de dollars, ou 3,3 %, d'avril à juillet 1999, comparativement à la même période, un an plus tôt. Cette hausse touchait toutes les principales composantes, à l'exception des paiements aux sociétés d'État.

- Les principaux transferts aux personnes ont légèrement augmenté étant donné que la hausse des prestations versées aux personnes âgées a plus que compensé la baisse des prestations d'assurance-emploi. Les prestations aux personnes âgées étaient en hausse en raison de l'augmentation du nombre de personnes admissibles aux prestations et de l'augmentation des prestations moyennes, qui sont indexées selon l'inflation. La baisse au titre des prestations d'assurance-emploi est surtout attribuable à une diminution du nombre de prestations, que traduit une baisse du nombre de chômeurs.
- Les principaux transferts aux autres administrations ont progressé de 5,3 %, sous l'effet de la forte hausse des transferts fiscaux, notamment au titre des paiements de péréquation, tel qu'il a été expliqué ci-dessus.
- Les dépenses de programmes directes, soit les dépenses de programmes totales moins les principaux transferts aux personnes et aux autres administrations, ont augmenté de 0,7 milliard de dollars, ou 4,7 %. Cette composante regroupe les subventions et les autres paiements de transfert, les paiements aux sociétés d'État ainsi que les coûts de fonctionnement et d'immobilisations du gouvernement, y compris au titre de la défense. Au nombre des facteurs qui ont influé sur l'évolution de cette composante, mentionnons le calendrier des paiements, le dégel des salaires et les répercussions des nouvelles initiatives annoncées dans le budget de février 1999.

Les frais de la dette publique ont reculé de 0,5 %, en raison d'une baisse du taux d'intérêt réel moyen. L'encours total portant intérêt a légèrement augmenté, étant donné qu'une hausse des obligations au titre des pensions a plus que compensé une diminution de la dette contractée sur le marché.

Données cumulées de l'exercice : excédent financier de 0,2 milliard de dollars (hors les opérations de change)

Le solde budgétaire est présenté selon la méthode de la comptabilité d'exercice modifiée, laquelle prévoit la comptabilisation des éléments de passif de l'État au moment où ils sont engagés, peu importe le moment où s'effectue le paiement au comptant. En outre, le solde budgétaire ne vise que les activités sur lesquelles le gouvernement exerce un contrôle législatif.

En revanche, le besoin et l'excédent financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Ils diffèrent du solde budgétaire, car ils comprennent des opérations relatives aux prêts, aux placements et aux avances, aux comptes de pension des fonctionnaires fédéraux, aux autres comptes à fins déterminées ainsi qu'à l'évolution des autres actifs et passifs. Ces activités font partie des opérations non budgétaires. La conversion de la comptabilité d'exercice à la comptabilité de caisse est également reflétée dans les opérations non budgétaires.

Les opérations non budgétaires ont donné lieu à un besoin net s'établissant à 5,4 milliards de dollars au cours des quatre premiers mois de 1999-2000, comparativement à un besoin net de 3,5 milliards pour la même période de l'exercice précédent. Cette hausse est entièrement attribuable au versement à un tiers fiduciaire du supplément de 3,5 milliards au titre du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux, tel qu'annoncé dans le budget de 1999. Il a donc été possible de dégager un excédent financier (hors les opérations de change) de 0,2 milliard d'avril à juillet 1999, comparativement à un excédent de 2,2 milliards au cours de la même période l'exercice précédent.

Tableau 6

État condensé de l'actif et du passif

	31 mars 1998	30 juillet 1999	variation
	(en millions de dollars)		
Passif			
Créditeurs, charges à payer et provisions			
Créditeurs et charges à payer	18 911	18 274	-637
Intérêt et dette échue	7 374	7 505	131
Provisions	12 804	10 917	-1 887
Total des créditeurs, des charges à payer et des provisions	39 089	36 696	-2 393
Dette portant intérêt			
Régimes de retraite et autre comptes			
Régimes de retraite du secteur public	121 342	122 787	1 445
Régime de pensions du Canada (net des titres détenus)	6 794	6 592	-202
Autres régimes de retraite et autres comptes	4 551	4 426	-125
Total des régimes de retraite et autres comptes	132 687	133 805	1 118
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	295 555	305 864	10 309
Bons du Trésor	96 950	87 833	-9 117
Obligations d'épargne du Canada	28 087	27 133	-954
Autres	4 063	5 309	1 246
Total partiel	424 655	426 139	1 484
Payable en devises			
Obligations négociables	23 176	23 176	
Bons du Canada	10 230	6 707	-3 523
Billets du Canada	1 863	1 637	-226
Total partiel	35 269	31 520	-3 749
Total de la dette non échue	459 924	457 659	-2 265
Total de la dette portant intérêt	592 611	591 464	-1 147
Total du passif	631 700	628 160	-3 540
Actif			
Encaisse et débiteurs	8 730	9 959	1 229
Comptes d'opérations de change	33 446	33 981	535
Prêts, placements et avances (nets des provisions)	12 824	13 071	247
Total de l'actif	55 000	57 011	2 011
Déficit accumulé (dette publique nette)	576 700	571 149	-5 551

Données cumulées de l'exercice : excédent financier net de 0,7 milliard de dollars (y compris les opérations de change)

Les opérations de change représentent toutes les opérations sur les réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes. Ce compte a pour objet de promouvoir l'ordre et la stabilité du dollar canadien sur le marché des changes. À cette fin, le Fonds achète des devises (vend des dollars canadiens) lorsque la monnaie canadienne subit des pressions à la hausse et en vend (achète des dollars canadiens) lorsque les pressions s'exercent en sens contraire. L'achat de dollars canadiens par des opérations de change constitue une ressource tandis que leur vente représente un besoin financier. L'évolution du passif en devises, dont l'objet est de corriger le niveau des réserves canadiennes de monnaie étrangère, influe également sur les opérations de change. Compte tenu de tous ces facteurs, la période d'avril à juillet 1999 a été marquée par une ressource nette de 0,5 milliard de dollars, comparativement à un excédent net de 1,2 milliard pour la même période un an auparavant.

L'excédent budgétaire de 5,6 milliards de dollars, les besoins nets de 5,4 milliards relatifs aux opérations non budgétaires et l'excédent net de 0,5 milliard des opérations de change se traduisent par un excédent financier net de 0,7 milliard pendant la période d'avril à juillet 1999, comparativement à un excédent net de 3,4 milliards pour la même période l'exercice précédent.

Données cumulées de l'exercice : emprunts nets en baisse de 2,3 milliards de dollars

Même si l'excédent financier net n'a été que de 0,7 milliard de dollars pour la période d'avril à juillet 1999, le gouvernement a pu, en réduisant l'encaisse de 1,6 milliard, rembourser à la fin de juillet 1999 la somme de 2,3 milliards de sa dette contractée sur les marchés. L'encaisse s'établissait donc à 7,7 milliards de dollars à la fin de juillet 1999.

